Bulletin de la Nouvelle-Orléans.
Imprimerie, 172 rue de Chartres.

NOUVELLE-ORLEANS.
JEUDI, 13 MARS 1890.

PETITES ANNONCES.

DEMANDES D'EMPLOI.

FRançaise, parlant et écrivant français, italien et espagnol, un peu l'anglais, désire trouver emploi quelconque dans les maisons de commerce. S'adresser Mlle Grasset, 127 Madison. 10 mars—7t

UN jeune homme parlant le français, l'anglais et parfaitement écrivant trouver un emploi quelconque dans les maisons de commerce. S'adresser bureau du journal, initiales P. B. 9 mars—

ON DEMANDE.

UN portier, 131 rue de Chartres; inutile de se présenter sans de bonnes recommandations. 12 mars—3t

ON demande de bons ouvriers cigariers au No 54 rue de Chartres. 9 mars—3t

CENT familles américaines pour faire du linge de douceur pendant l'hiver. Emploi toute l'année pour les filles complètement Emile & Lehman. 171 bad Rampart. 17jan—

ANNONCES JUDICIAIRES.

Margaret Walsh vs Peter Ford.

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans. Je certifie par le présent que le 5me jour de mars 1890, jugement a été rendu dans cette Cour, dans l'affaire intitulée dans les en tête et chiffres comme suit, à savoir:

Margaret Walsh vs Peter Ford.—No 29,231.

Ainsi jugeons et prononcons avocat pour la plaignante, et en prononçant à la cour les preuves de la demande de la plaignante, il est ordonné que le jugement rendu le 24me jour de février 1890 soit maintenant confirmé et déclaré final et en conséquence qu'il y ait jugement final en faveur de la plaignante, Mme Margaret Walsh, épouse de Peter Ford, son mari, et contre le défendeur, Peter Ford, son mari, déclarant une dissolution de la communauté d'acquêts et gains existant maintenant entre eux et déclarant la séparation de biens entre la susdite épouse et son mari et reconnaissant en établissement de meubles et de confection, au No 84½ rue Bienville, comme étant au propriété personnelle de la susdite épouse, et que le défendeur paie les frais.

Jugement rendu le 5 mars 1890.

Jugement signé le 11 mars 1890.

(Signé) N. H. RIGHTOR, Juge

Le soussigné greffier du dit tribunal par ce certifie le susdit jugement tel que rendu et prononcé le neuvième jour de mars susdit, dans la cité de la Nouvelle Orléans, le 11ème jour de mois de mars en l'année de Notre Seigneur mil huit cent quatre-vingt-dix.

JULES VIENNE,
Greffier.
Député Greffier.

12 mars—12 15 25

VENTES PAR LE CONSTABLE.

Mme Veuve Nicholas Mandry vs. Mme Fisher.

PREMIERE COUR DE CITE DE LA NOUVELLE-ORLEANS. No 17,390—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par l'Hon. N. H. Rightor, juge de la Premiere Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans, le procès-verbe duquel est cherc publique, à mes cartoches, No 152 rue Lafayette, entre St Charles et Carondelet, LUNDI, 27 mars 1890 à midi, de la propriété ci-dessus décrite, à savoir:

Un lot de meubles de maison, d'après inventaire enregistré en mon bureau.

Saisi dans l'affaire ci-dessus.

Conditions—Comptant sur les lieux.

A.D. FOSTER,
Constable de la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
27 fév—27 mars 6 14

AVIS DE SUCCESSION.

Succession de Charles DeMeyer.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,390—Division A—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte provisoire présenté par John B. DeMeyer, exécuteur testamentaire de cette succession, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 mars—13 18 22

Succession de Josephine Julie Roy.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—Etat de la succession de Joseph Hardee a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Julie Roy, épouse décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 mars—13 18 23

Succession de Veuve Jos. Allen.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans. No 19,353—Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte final présenté par Mme Margaret W. Kerns, curateur de la succession de cette interdicte, ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

11 mars—11 13 18

Succession d'Isaac Blum.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans, No 29,400—Division C—Attendu que Felix Blum a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Isaac Blum, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner, d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

11 mars—11 15 20

Succession de Josephine Yancy.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 29,532—Division B—Attendu que John B. Vinet, administrateur public, a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feue Josephine Yancy, décédée intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

7 mars—7 12 16

Succession de Frank Villegas.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans—No 29,579—Division D—Attendu que Mme Josephine Villegas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Frank Villegas, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

7 mars—7 12 16

Succession de Joseph Bloom.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 29,586—Division A—Attendu que Mme Josephine Villegas a présenté une pétition à la cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Joseph Bloom, décédé intestat; avis est par le présent donné à tous ceux que cela peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

7 mars—7 12 16

AVIS AUX CREANCIERS.

Edward Kernan vs ces successeurs.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la paroisse d'Orléans—No 24,272, Division D.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette affaire et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons (s'ils en ont) pour lesquelles le compte présenté par A. H. Piston syndic provisoire des créanciers de cette affaire ne serait pas approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.

E. A. LUMINAIS,
Greffier.

13 mars—13 18 23

ETAT DE LA LOUISIANE.—COUR CIVIL de District pour la paroisse d'Orléans.—No 29,605—Division E—Frank vs. ses créanciers—Liste de Chas. Que la succession de feu Frank Vinet, décédé intestat, Frank Finch Jager, curateur, a été présentée et déposée pour le bénéfice de ses créanciers; et il est ordonné par la Cour que la dite succession soit ouverte à cet effet et que toutes personnes ayant des réclamations contre la dite succession soient requises et tenues d'exhiber et produire leurs créances dûment vérifiées, en la forme prescrite par la loi, dans le délai de trente jours de la date de la présente ordonnance, sous peine de forclusion, et que les créanciers soient convoqués à se réunir en assemblée, au bureau de l'Auditeur de cette Cour, dans la Nouvelle Orléans, le MARDI, 8me jour d'avril 1890, à 11 heures A. M., pour le but de choisir un curateur définitif à la succession de dit défunt, et pour tout autre but qu'il plaira aux créanciers de choisir pour eux comme bon leur semblera. Et il est ordonné que la présente ordonnance soit publiée pendant trois jours consécutifs dans le Bulletin de